

# INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ET ORGANISATION SOCIALE (EXEMPLES EMPRUNTÉS AU SUD-OUEST DE LA HAUTE-VOLTA)

Georges SAVONNET

Géographe de l'O.R.S.T.O.M., 24, rue Bayard, Paris 75008 (France)

## RÉSUMÉ

*Dans le sud-ouest de la Haute-Volta, les inégalités de développement rural apparaissent sans ambiguïté entre populations ayant opté pour des systèmes socio-politiques différents ; nous emprunterons nos exemples à deux groupes ethniques : les Bwa — société communautaire villageoise — et les Lobi, société de type segmentaire. Lorsque récemment, sous la pression des idées nouvelles libérales, par l'introduction des signes monétaires, et sous l'impulsion des nouveaux circuits commerciaux, les structures familiales ont éclaté, les nouvelles unités économiques bwa, débarrassées de l'emprise des aînés, ont réussi, en conservant fermement la cohésion communale, à innover, à adopter des techniques et des produits nouveaux, à s'intégrer dans une économie de marché. Par contre, les nouvelles maisonnées du Lobi, réduites à des dimensions modestes (un ou deux ménages), isolées, fragiles, parviennent difficilement à se maintenir dans une économie de subsistance.*

## ABSTRACT

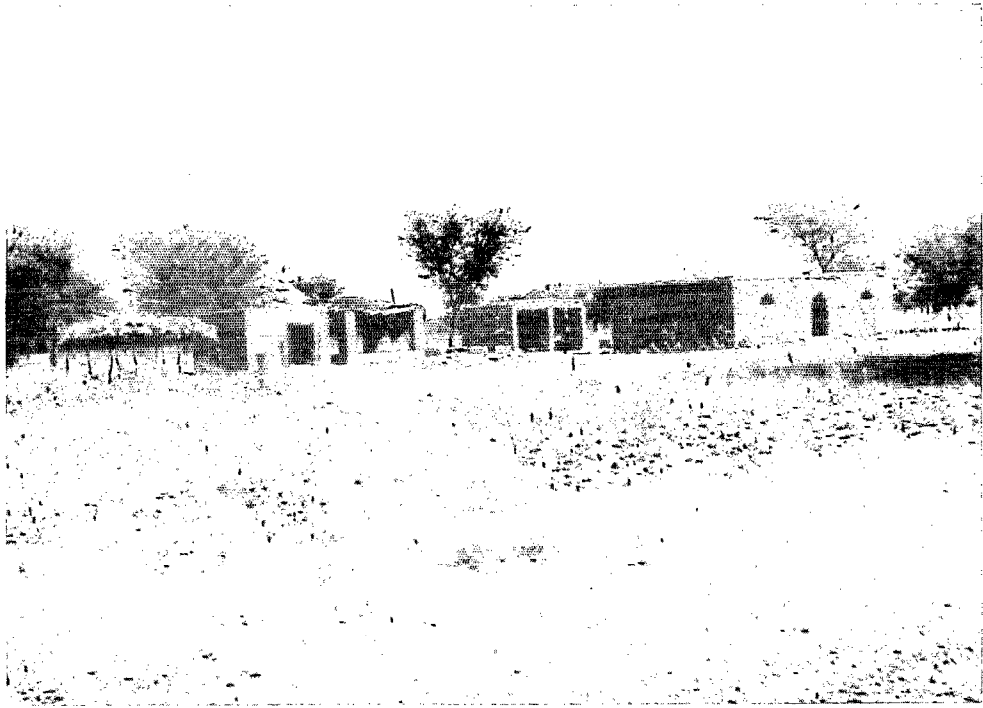
*In south-west Upper Volta, inequalities in rural development may be observed unequivocally between population groups having opted for different socio-political systems. Examples may be taken from two ethnic groups : the Bwa, a society of village communities, and the Lobi, a segmentary-type society. Under pressure from recent liberal ideas, the introduction of new currencies and the development of new systems of commerce and exchange, the family structures have broken down. The new Bwa communities, with the elders out of the way, have been able to maintain the strong communal links, to adopt new techniques and products, innovate, and adapt to a market economy. In contrast, the new Lobi households, greatly reduced (one or two couples and their dependents), have become fragile and isolated, maintaining their position in a subsistence economy with increasing difficulty.*

En avril 1974, le « Moniteur Africain » dans un article intitulé « La Haute-Volta « un pays pas gâté par la nature » à la limite de la survie » (1) rappelle par quelques chiffres, la grande misère économique

de cet État : 5.000.000 habitants vivent pour 95 % d'entre eux de l'agriculture et de l'élevage sur 275.000 km<sup>2</sup> ; le montant moyen annuel des produits exportés s'élève à 5 milliards CFA, tandis que la

---

(1) « Le Moniteur Africain » n° 655 du 18 avril 1974 : 19 à 23.



Ferme pilote (en 1956) de gauche à droite, la fumière sous abri, l'étable à bœufs de trait, la réserve de paille ou de foin, le hangar, la maison d'habitation (*Photo Savonnet, cliché CNRS Ouagadougou*).

valeur des importations se situe entre 12 et 15 milliards CFA (1). Par ailleurs le P.N.B. moyen annuel par habitant était de l'ordre de 70 (2).

Cet état africain indépendant depuis 1960, n'est en effet favorisé ni par sa situation géographique à l'intérieur du Continent (ses frontières les plus proches sont à plus de 500 km des côtes), ni par le milieu (climat de type soudanais comprenant une longue saison sèche, sols souvent très médiocres, présence de cuirasse latérique, ressources minières pratiquement inexistantes) (3).

Mal dotée par la nature, la Haute-Volta subit aussi pendant de longues décennies, des tribulations administratives qui entravèrent son organisation et son équipement. Elle fait d'abord partie, après la conquête, de la colonie Haut-Sénégal-Niger, jusqu'en 1919 ; à cette date, elle devient l'un des 8 territoires de l'Afrique Occidentale Française ; mais en 1932, pour des raisons économiques et politiques elle est démantelée au profit des colonies voisines, ceci, jusqu'en 1947 ; ainsi, pendant 15 années, les populations voltaïques sont sous-administrées, sous-équipées (4). Après sa reconstruction, vers 1950, le

(1) 1 fr CFA = 0,02 fr français ; exportations en fr français = 100.000.000 importations = 240.000.000 fr à 300.000.000 fr. Le déficit de la balance des paiements est en partie comblé par les retraites et les pensions versées par l'ancienne métropole aux anciens militaires, tout spécialement, et les fonds envoyés par les travailleurs émigrés à leur famille ; le reste est comblé par l'aide extérieure, financement des travaux d'équipement, en particulier.

(2) Chiffre relevé dans « Coopération pour le Développement, examen 1974, 353 p., voir t. sp. p. 306 ; la Haute-Volta est parmi les états du monde ayant le plus faible PNB en même temps que la Somalie, le Bangla-Desh, le Mali, le Burundi et le Rwanda .

(3) La mine de Poura a interrompu l'extraction de l'or en 1965, la teneur en métal fin ne permettait pas de rentabiliser l'entreprise.

— Gisement important de manganèse à Tambao — 1500 km d'Abidjan par voie ferrée — qu'il conviendrait de poursuivre sur 300 km au delà de Ouagadougou.

— Un peu de cuivre dans la région de Gaoua, non exploitable actuellement.

(4) En 1950, encore, la circonscription du Lobi par exemple rassemblant plus de 200.000 habitants est administré par 4 ou 5 fonctionnaires de haut grade, assistés par une centaine d'agents subalternes.

gouvernement français consent de gros efforts pour améliorer l'économie de ses territoires d'Outre-Mer ; la Haute-Volta, à peine reconstituée ne sera pas en mesure de bénéficier à plein de l'aide qui lui est offerte, des expériences de développement qui sont tentées sur son territoire.

L'expérience « ferme pilote » (1953-59) fondée sur l'association élevage-culture attelée, trop ambitieuse, mal encadrée, est un échec.

La politique des petits barrages (1948-1960) menée avec des moyens fort modestes, mais à la portée du paysan, connaît un succès certain, permet la diffusion de la riziculture ; par contre, celle des grands barrages (entreprise à partir de 1960) nécessitant un matériel coûteux, des techniques élaborées, un encadrement serré, ne trouve aucun écho chez le paysan.

Les essais de lutte anti-érosive menés à grands frais, à titre d'expérience, dans la région de Ouahigouya, — années 1962-65 — sont incompris par les populations qui se désintéressent totalement des ouvrages et ne les entretiennent même pas...

L'expérience SATEC (1), basée sur la culture attelée (traction asine) et la fumure animale est, de 1961 à 65, une réussite, tant qu'elle s'applique à des secteurs de modestes dimensions et qu'elle procure au paysan un encadrement serré. Elle échoue par la suite lorsqu'elle est étendue brusquement à des régions plus vastes, sur des populations mal préparées et insuffisamment encadrées.

Enfin l'expérience coton, confiée à la C.F.D.T. (2) dès 1951-52 réalisée avec des moyens modestes, dans des secteurs sélectionnés, puis élargie progressivement à des zones plus vastes, pourvue d'un encadrement solide très proche du paysan, apparaît, en 1974, comme une réussite : 500 t. commercialisées en 1951, près de 30.000 t. en 1974 (soit un revenu brut de l'ordre de près d'un milliard de fr CFA).

Ce rapide inventaire des essais de développement rural réalisés au cours du dernier quart de siècle en Haute Volta nous conduit à poser deux questions : quelle fut l'attitude du paysan face aux expériences agricoles ? dans quelle mesure son niveau de vie s'est-il amélioré, pendant cette période ?

Un fait est certain, aucun groupe n'est resté insensible aux expériences dont il fut le témoin. Souvent méfiant, mais toujours attentif, le paysan observe, constate, s'étonne et... attend les résultats. A partir de 1950, les populations qui vivaient en

marge de leur époque, renouvelant à chaque saison les mêmes gestes accomplis par leurs anciens, utilisant des méthodes éprouvées depuis des générations et des outils aux formes immuables, sont brusquement confrontés à un monde nouveau qu'elles imaginaient mal à travers les récits des anciens militaires ou des jeunes émigrés revenus des villes. Elles saisissent mal les nouvelles techniques mises en pratique où la machine joue un rôle essentiel.

Les sentiments qu'elles éprouvent sont mitigés : empreints de méfiance et d'admiration. Méfiance ? Parce que la colonisation jusque là ne leur a guère apporté que de mauvaises surprises : impôt de capitation, prestations en nature, cultures forcées qu'il faut accomplir au moment des gros travaux, cadeaux que l'on doit verser aux agents de l'administration, pour régler une affaire ou un oubli... sont présents dans toutes les mémoires et prédisposent à adopter une attitude d'expectative. Admiration en même temps que satisfaction ? Parce que les autorités sortent elles aussi de leur isolement et semblent enfin s'intéresser au paysan, à ses cultures, à ses soucis.

Bien qu'il n'ait pas été consulté sur toutes les décisions intéressant son avenir, bien que des maladresses dues à une mauvaise approche de son milieu, ou à la précipitation aient été à l'origine de nombreux échecs, le paysan sénoufo, mossi, bwa, dagari et même lobi (3) a retenu certaines idées, certaines méthodes, conservé quelques produits nouveaux (arachide, riz blanc, coton, manioc) qu'il utilise à sa façon. En somme, à des degrés variables, le paysan voltaïque est désormais sensibilisé au progrès technique, ouvert à l'innovation, informé des méthodes modernes de développement.

Pourtant, les résultats obtenus au cours de ce dernier quart de siècle font généralement apparaître une dégradation des ressources alimentaires. En effet, le faible accroissement du volume des produits vivriers (obtenu par une augmentation des surfaces cultivées, parfois par une légère amélioration des rendements) ne correspond nullement à la poussée démographique qui atteint en moyenne 2 % par an. Les expériences agricoles, précédemment évoquées, n'ont eu en général que de très faibles répercussions sur l'accroissement de la production alors que dans le même temps, l'action sanitaire parvenait à accroître l'espérance de vie et à diminuer la mortalité infantile (4).

Dans ces conditions, le souci majeur du paysan

(1) SATEC = Société d'assistance technique et de coopération.

(2) C.F.D.T. = Compagnie française pour le développement des fibres textiles.

(3) Population réputée, à tort, pour son hostilité à toutes innovations.

(4) Enquête démographique par sondage en république de Haute-Volta 1960-61, 2 t., 466 p. Paris INSEE. Voir page 315, espérance vie, tableau n° 273 : 1960 = 32 ans et demi, 1975 = 35 ans.

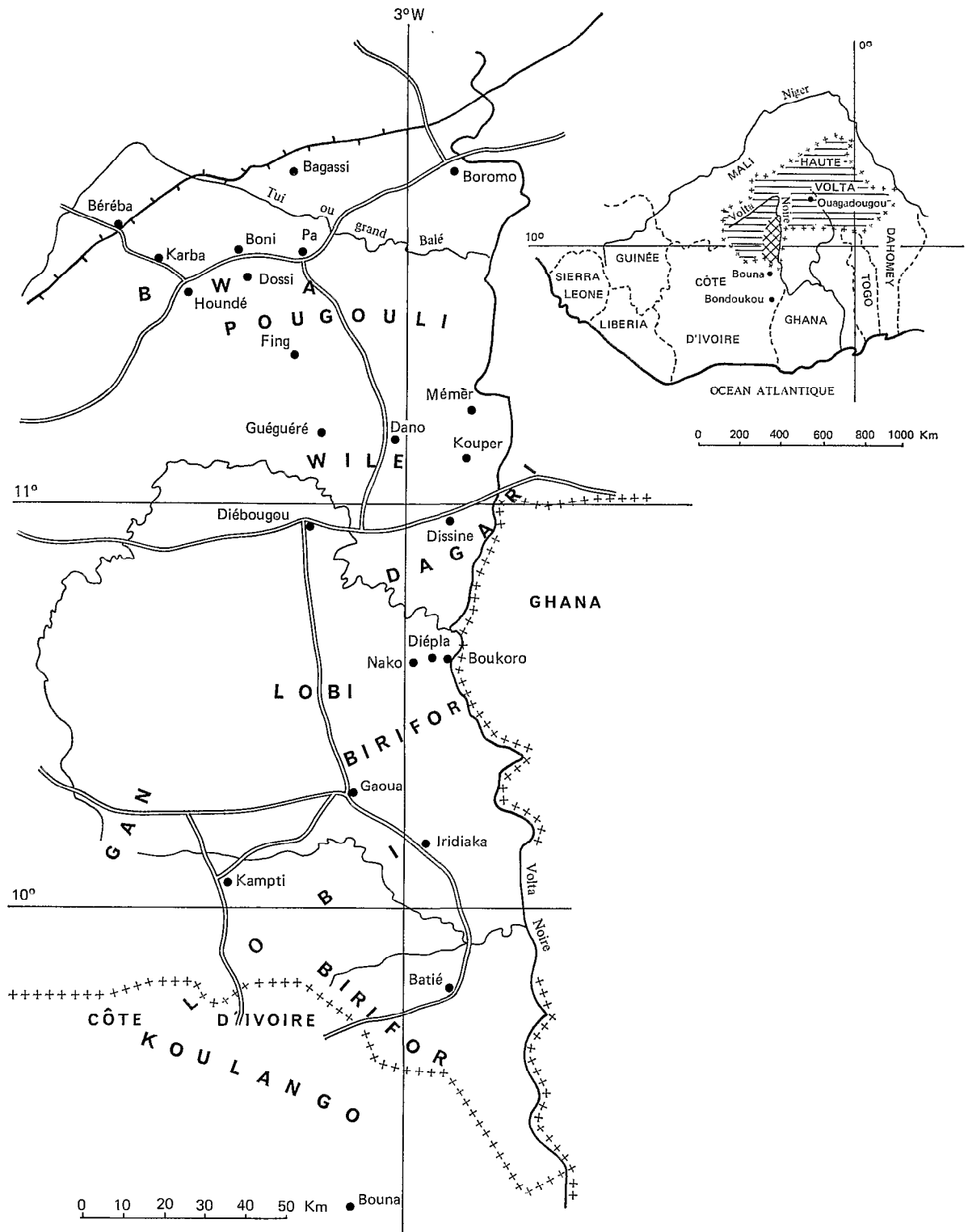


Fig. 10. — Le Sud-Ouest de la Haute-Volta.

(on pourrait parfois parler d'obsession) est de subvenir au mieux aux besoins alimentaires des siens ; le reste, c'est-à-dire les cultures de rente, apparaît comme une activité de luxe que l'on pratique en dernier lieu, souvent à temps perdu. Ceci explique, dans une large mesure, la faiblesse des chiffres relatifs aux exportations de la Haute-Volta, présentés au début de cet article, et du P.N.B. par habitant (les ressources industrielles et minières étant, rappelons-le, quasi inexistantes).

L'économie de ce pays reposant essentiellement sur l'agriculture, ne permet guère d'envisager dans les prochaines années des améliorations substantielles. Le problème le plus actuel, le plus urgent est sans nul doute celui du vivrier, la dégradation des niveaux de vie exigeant des mesures urgentes. Or, l'examen attentif de la situation économique des différentes populations, vivant dans des milieux naturels comparables, bénéficiant de moyens techniques analogues, fait apparaître des inégalités de développement importantes. L'analyse des causes d'une certaine réussite chez les uns, de la dégradation des ressources chez d'autres, permettrait de mieux appréhender la situation des populations soudanaises (1) de connaître en particulier les raisons du recul des niveaux de vie et par là même de découvrir, peut-être, les moyens d'améliorer la situation.

Pour ce faire, nous avons choisi deux groupes de populations vivant dans le sud-ouest du pays : les Bwa et les Lobi (voir carte) qui, placés dans des conditions à peu de choses près, identiques ont atteint des niveaux de vie très dissemblables ; les premiers ont acquis une certaine aisance, les seconds, pour la plupart, sont plongés dans une économie de survie.

Pour présenter cette analyse, nous prendrons comme fil conducteur le développement de la culture cotonnière, culture de rente par excellence. La réussite ou l'échec de cette entreprise devrait révéler le niveau de développement atteint par chacun des groupes et orienter nos recherches vers les causes profondes des inégalités de développement. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, situons ces groupes dans leur milieu physique respectif, et dans leur contexte socio-politique.

### 1. Les Bwa et les Lobi :

Les Bwa comptent au total plus de 200.000 individus vivant à cheval sur le Mali et la Haute Volta

(des rives du Bani à celles de la Bougouriba, c'est-à-dire sur quelque 300 km). Nous ne retiendrons dans cette étude que le groupe le plus méridional établi au sud de la boucle du Tui (voir carte) et comptant 40.000 habitants. Le climat est ici de type soudanais : précipitations moyennes annuelles supérieures ou égales à 1.000 mm tombant de mai à octobre ; longue saison sèche d'octobre à fin avril, aggravée par la présence de l'harmattan ; le Bwamu méridional (comme nous désignerons cette région dorénavant) est traversé par plusieurs formations géologiques : granitique à l'est et à l'ouest, birrimienne au centre, gréseuse au nord-ouest ; de ce fait, le Bwamu méridional possède un échantillon de sols de fertilité variable.

Les populations du Lobi rassemblent en Haute-Volta et dans le nord de la Côte d'Ivoire 300.000 personnes environ et se subdivisent en quatre ethnies principales : les Lobi proprement dits, les Birifor, les Dagari et les Wilé. Vivant au sud du Bwamu et dans le prolongement de celui-ci, elles bénéficient d'un climat déjà plus humide (1.000 mm au nord et 1.200 à 1.300 mm dans la région de Bouna) grâce à une saison pluvieuse plus longue : d'avril à fin octobre au nord de la Côte d'Ivoire ; par contre les sols sont moins différenciés que chez les Bwa : ils sont formés soit sur granite soit sur formations birrimiennes.

En somme les conditions du milieu physique sont assez semblables en pays bwa et lobi avec, peut-être un climat plus favorable aux cultures dans le sud (allongement de la saison humide, précipitations plus abondantes).

Au plan socio-politique, les différences sont beaucoup plus marquées : les Bwa ont adopté une organisation de type communautaire au niveau du village ; cela se traduit par la superposition de deux systèmes d'autorité : l'un à l'échelon de la famille, l'autre au niveau de la communauté villageoise.

Les gens du Lobi ont opté pour une organisation de type segmentaire dans laquelle la famille étendue, ou mieux, le segment de lignage apparaît comme le seul élément de la société où l'on puisse déceler un système d'autorité reconnue. En effet le pouvoir de décision appartient au chef de famille qui n'a d'autorité que sur les membres de son groupe ; celui-ci qui comptait autrefois 50 à 60 personnes, en a 15 à 20 tout au plus aujourd'hui, agit en toute indépendance vis à vis de ses voisins.

La projection de ces deux types de sociétés dans l'organisation de l'espace, se traduit chez les premiers par un habitat groupé, auréolé d'une large ceinture

(1) Ce problème n'est pas spécifique à la Haute-Volta.

de champs ; chez les seconds, par un émiettement des habitations, entourées chacune par un cercle de terres aménagées, sans que l'on puisse repérer même dans les zones les plus densément peuplées l'amorce d'une place ou d'un édifice public quelconque capable de tenir lieu d'endroit de réunion.

## 2. La culture du coton :

Après la dernière guerre mondiale, la France exsangue demande à ses territoires d'outre-mer un effort accru pour la relever de ses ruines : elle a besoin tout spécialement de « matières grasses » de fibres textiles, de caoutchouc, de riz... ; pour ce faire, elle accorde des moyens sans précédent à ses anciennes colonies pour améliorer la culture de leurs produits exportables (1).

La C.F.D.T. à qui l'on confie en 1950 le développement de la culture cotonnière, se heurte, au cours des cinq premières années à une mauvaise volonté évidente de la part des populations libérées depuis peu il est vrai de leurs prestations en nature exigée, par l'administration comme « effort de guerre ».

Pendant les hostilités et après, le paysan surchargé de travail, écrasé par ses obligations, ne parvient pas à couvrir ses propres besoins (2).

Les méthodes d'approche adoptées par la Compagnie sont simples et efficaces : prospection minutieuse des régions les plus favorables à la culture cotonnière, politique de contact étroit avec chaque village, proposition de contrat avec les populations (comprenant livraison sur place de semences sélectionnées, encadrement très proche du producteur, ramassage et règlement du produit à chaque paysan en fonction de la qualité de la fibre (3)).

L'examen des chiffres présentés dans le tableau ci-dessous confirme le succès de l'action entreprise par la C.F.D.T. dans le S.W. de la Haute Volta ; toutefois, si la progression des tonnages commercialisés par les Bwa est régulière, celle des populations du Lobi, très inégale, trahit les difficultés rencontrées par les populations pour intégrer cette culture dans leur système agricole. Cette difficulté apparaît dans les chiffres de production par tête d'habitant : le paysan bwa récolte près de 30 fois plus de coton en 1972 qu'en 1955, et au cours de la dernière campagne agricole, près de 30 fois plus que le Lobi.

Coton commercialisé dans le sud-ouest de la Haute-Volta entre les campagnes 1955 et 1972. Populations bwa : 40.000 hab.  
Populations lobi : 200.000 hab.

Années	Tonnage total S.W. Hte Volta	Tonnage		Tonnage		Rendement/ha	
		Bwa tot.	Habit.	Lobi tot.	Habit.	Bwa	Lobi
55-56	272,6 t	186,7 t	4 kg	85,9 t	0,4 kg	moyenne 150-180 kg	
57-58	461,7 t	387,2 t	9 kg	74,5 t	0,37 kg	297 kg	
63-64	1.348 t	1.140 t	28 kg	208 t	1 kg	245 kg	140 kg
71-72	5.300 t	3.900 t	97 kg	1.400 t	7 kg	650 kg	280 kg
72-73 <i>estimation</i>	5.300 t	4.500 t	112 kg	800 t	4 kg	?	?

(1) Citons par exemple la création de la C.G.O.T. (Compagnie générale des oléagineux tropicaux) et le périmètre expérimental de Kaffrine créés respectivement en 1949 et 1946 au Sénégal ; relance de l'Office du Niger au Soudan (act. Mali).

(2) Chaque village devait fournir en dehors de l'impôt de capitation et des prestations en travail (entretien des routes et pistes tout spécialement) un certain tonnage de produits de première nécessité à la Métropole : coton, arachide, karité, latex (extrait d'une liane sauvage : *Landolphia*) ; ces produits étaient payés en plusieurs tranches au chef de village, qui distribuait les sommes aux producteurs au prorata de leur apport.

(3) Le coton est classé en trois catégories : la 1<sup>re</sup> catégorie est achetée au prix de 33 fr CFA, la 2<sup>e</sup> à 30 fr CFA, la 3<sup>e</sup> 25 ou 27 fr CFA, le kilo.

Plusieurs causes peuvent être évoquées pour expliquer le décalage dans la production cotonnière entre les deux groupes : le climat est sans nul doute plus favorable à Houndé qu'à Gaoua ; en effet, les rapports annuels de la C.F.D.T. de 1957-58 mentionnent, par exemple, un plus fort pourcentage hygrométrique favorable au développement du parasitisme, dans le sud ; en 1963, les inondations du mois d'août auraient asphyxié la plupart des racines des plants de coton ; l'état d'épuisement des terres apparaît aussi comme une cause de mauvaise récolte ; enfin, et là nous touchons le problème technologique, les agents de la compagnie soulignent dans chaque rapport la négligence des populations : elles sèment beaucoup trop tard (en juillet et même en août au lieu de mai ou juin), elles ne pratiquent aucun traitement anti-parasite (contre le *Diparopsis*, tout spécialement), elles négligent l'éradication des plants et leur brûlage après la récolte (1), négligence qui rend possible la survie des insectes jusqu'aux premières pluies, et la reprise de leurs activités pendant la campagne agricole suivante.

Ainsi est-on amené à penser que les Bwa ont su, par des méthodes qui leur sont propres, organiser d'une façon plus rationnelle leurs activités agricoles que les populations du Lobi. Mais la réussite de cette culture de rente ne s'est-elle pas réalisée aux dépens des productions vivrières ? Les Bwa n'ont-ils pas sacrifié leurs cultures alimentaires à celle du coton ? (2)

### 2.1. RÉUSSITE COTONNIÈRE EN PAYS BWA :

Dès 1950, les Bwa ont reconstitué leurs réserves alimentaires (3) et sont capables de consacrer une partie de leurs activités à des cultures de rente. Toutefois, une certaine méfiance envers le coton subsiste : le « temps de la force » est encore trop vivace dans leur souvenir, ils hésitent, temporisent. Pourtant, quelques familles acceptent de tenter l'expérience : à la fin de la première campagne agricole, les agents de la C.F.D.T. ont tenu leurs promesses d'encadrement, de règlement comptant à chaque producteur de la récolte livrée, au prix fixé... A partir de 1952-1953 les surfaces consacrées au coton s'accroissent et les techniques culturales sont améliorées : on passe de la culture associée à la culture pure, on sème en ligne, on surveille de près les plantations que l'on amende (en juillet-août) avec

du fumier recueilli dans les bergeries et les poulaillers. De 1955 à 1958, les surfaces augmentent chaque année de 60 %.

Le mouvement est déclenché et les rendements progressent eux aussi, insuffisamment au gré des encadreurs : entre 1963 et 1965 les dates de semis sont encore trop tardives (25 % d'entre eux sont encore à faire à la mi-juin mentionne les rapports), l'utilisation de l'engrais est insuffisante — on n'amende jamais les champs de brousse —, l'éradication des plants après la récolte est souvent négligée, enfin la modernisation de la culture est trop lente ; l'utilisation de l'engrais chimique, la pulvérisation de produits anti-parasites, l'arrachage systématique des plants après la récolte ne seront appliqués par le paysan qu'à partir des années 1968-70 ; dès cette période, la production et les rendements sont, en gros, multipliés par trois (tabl. p. 28).

Mais pour en arriver là, le paysan a été obligé de réaménager son calendrier agricole pour éviter le goulot d'étranglement des gros travaux qui se déroulent à partir de mai, jusqu'à la mi-août et procéder au semis du coton à la bonne période (mai-juin). Pour cela il prépare ses futures cotonnières dès la fin de l'hivernage précédent, ameublissant profondément ses champs tant que la terre est encore fraîche. Dès les premières pluies de la campagne suivante, dans un temps relativement court, il procédera au semis du coton à la période convenable. La vulgarisation de l'engrais chimique tentée vers 1960-61 échoue cette année là : la répartition des pluies ayant été particulièrement capricieuse, la récolte de coton est des plus médiocres et la vente du produit permet tout juste de rembourser le prix de l'engrais. Il faut attendre les campagnes de 1966-68 pour que le Bwa accepte de renouveler l'expérience. En quelques années, l'engrais chimique est utilisé partout dans le Bwamu méridional : cet engouement subit provient de ce que la C.F.D.T. propose un produit mieux adapté aux conditions du milieu : présenté sous forme de gros granules à introduire dans la terre au moment de la pleine croissance de la plante et se dissolvant lentement au cours de la saison pluvieuse, cet engrais agit encore l'année suivante lorsque le cotonnier est remplacé par des cultures exigeantes comme le maïs ou le sorgho ; ainsi, les rendements des produits alimentaires s'en trouvent-ils du même coup accrus (maïs 900 kg à

(1) Les cotonniers, plantes vivaces, reverdissent légèrement pendant la saison sèche, lorsqu'ils ont été dépouillés de leurs capsules ; ils offrent ainsi une provende aux chèvres et aux moutons pendant cette période de maigre.

(2) Au Sénégal, par exemple, une fraction des Wolof pratiquaient jusqu'en 1970, environ, la monoculture arachidière, quitte à acheter la presque totalité de leurs produits vivriers.

(3) Traditionnellement, les Bwa utilisent pendant les 6 premiers mois de l'année le mil et le maïs serrés l'année précédente dans leurs greniers. Leurs réserves annuelles doivent correspondre à au moins 6 mois de consommation.

1.000 kg à l'ha au lieu de 700 kg ; sorgho, 800 kg au lieu de 650 kg). Par ailleurs l'engrais chimique est facile à utiliser : peu encombrant, facile à transporter (sur le porte-bagage jusqu'au champ de brousse).

En 1971, les résultats sont des plus encourageants : 6.000 ha cultivés en coton (3.900 t commercialisées) le revenu moyen par tête d'habitant, modeste, est de l'ordre de 3.000 fr CFA par an ; l'équilibre agricole est maintenu entre cultures de rente et celles destinées à l'alimentation : 35,2 % sont semés en coton, 38,7 % sont réservés aux cultures vivrières traditionnelles (mil, sorgho), 16 % au maïs. L'arachide n'occupe que 5,3 % des superficies cultivées, le riz 0,6 %.

Ainsi, le paysan du Bwamu méridional, en une vingtaine d'années a réussi, non seulement à intégrer une culture de rente dans ses activités mais aussi à accroître les rendements de ses cultures vivrières. Le développement de la culture cotonnière semble avoir déclenché dans cette population une sorte d'émulation entre familles, entre villages ; chacun, « sportivement », tente de dépasser le voisin en améliorant ses techniques, la qualité de ses produits. On est vraiment passé ici, de l'économie de subsistance à celle de marché ; en pays lobi, c'est une démarche inverse qui trop souvent s'est produite : on dégringole de l'économie de subsistance à celle de la survie.

## 2.2. ANALYSE DE L'ÉCHEC AGRICOLE CHEZ LES PAYSANS DU LOBI :

Dans le sud (circonscriptions de Diébougou et de Gaoua), les résultats de l'action rurale entreprise par la C.F.D.T. d'abord, jusqu'en 1962, puis par la C.I.D.R. (1), apparaissent décevants comparés à la réussite du pays bwa. Malgré les efforts déployés par ces organismes et en dépit d'un encadrement aussi serré qu'en pays bwa, la production cotonnière ne répond pas à l'attente des autorités responsables de l'opération. En 1971-72 sur 5.000 ha, 1.400 t de coton sont commercialisées ; le rendement moyen, 280 kg/ha est encore bien modeste, malgré les progrès réalisés (il était de 140 kg/ha en 1957-58).

Cet échec ne peut s'expliquer par les conditions du milieu naturel : depuis la campagne 1957-58, des variétés nouvelles de coton ont été mises au point pour être cultivées sous climat humide (2). Les causes avancées par la C.I.D.R., pour expliquer le semi-échec cotonnier, sont à peu de choses près celles

relevées une dizaine d'années auparavant par la C.F.D.T. : semis trop tardifs, parasitisme plus développé, absence de tout traitement des plantations, amendements nuls ou insuffisants, soins imparfaits. Une organisation défectueuse, de mauvaises méthodes de travail apparaissent donc comme responsables de l'échec de la culture cotonnière. Cette constatation nous entraîne à examiner de près les méthodes culturales pratiquées par les groupes méridionaux (3).

### a. De bonnes techniques culturales mal appliquées :

Les cultures intensives sont peu pratiquées par les populations du Lobi : les surfaces qui leur sont consacrées varient entre 0 % dans le sud du Lobi (frontière de la Côte d'Ivoire) et 10 à 15 % dans les zones densément peuplées dagari (régions de Dissine-Kouper), wilé (Guéguéré-Dano), et birifor (Gaoua-Nako) (voir carte). Ici dans les zones fortement peuplées, les riches terres de bas-fonds, sont également utilisées d'une façon permanente pour des cultures sous pluies nécessitant des travaux importants de drainage.

Malgré l'utilisation de techniques culturales élaborées et bien adaptées au milieu, le paysan parvient difficilement à subvenir à ses besoins : chaque année, la disette sévit à partir de mai, au moment où les gros travaux demandent le maximum de travail : la médiocrité des résultats provient en grande partie de la dégradation et de la mauvaise utilisation des techniques ; quelques exemples nous permettront de confirmer ce jugement sévère quant aux méthodes mises en œuvre.

*la construction de buttes* sur les champs de terres sableuses ou légères, apparaît comme une excellente pratique culturale ; c'est une façon efficace de lutter contre l'érosion : après les averses d'avril-mai, chaque butte, en divisant les eaux courantes en de minces filets serpentant à travers le champ, réduit la vitesse du courant et, par là-même, l'action érosive du ruissellement ; chaque monticule de terre, préalablement bien ameubli, peut emmagasiner l'humidité nécessaire pour assurer une croissance normale de la plante, tout au long de son cycle végétatif ; enfin, sur les sols peu profonds, la construction de buttes assure aux racines la quantité de terre meuble indispensable à la bonne venue du sujet.

Actuellement, si cette technique est appliquée couramment dans tout le pays lobi, les résultats sont décevants car on ne respecte plus les règles

(1) C.I.D.R. : compagnie internationale pour le développement rural.

(2) Depuis 1965, au nord de la Côte d'Ivoire, dans la région de Korogho, soumise à une forte pluviométrie (plus de 1.200 mm par an) la culture du coton donne d'excellents résultats.

(3) Nous élargissons ici l'analyse aux pratiques culturales générales.



fondamentales de la méthode : on sème directement sur les buttes de l'année précédente sans les avoir ameublées préalablement ; au cours de la saison sèche l'harmattan durcit superficiellement chacune d'entre elles et les premières pluies au lieu de pénétrer dans le sol, ruissellent en grande partie sur la croûte ; lors de la germination, les radicelles se développent mal dans un milieu insuffisamment humidifié, elles ne parviendront pas à alimenter la plantule lorsque les précipitations deviendront plus rares à la mi-juin ; au-delà d'une dizaine de jours sans pluie, les plantations se fanent et finissent par périr. Hâtivement le paysan devra semer à nouveau, dans de mauvaises conditions, avec retard, et la récolte sera compromise... (1).

*L'aménagement des bas-fonds*, chez les Birifor de la région de Nako, par exemple, est réalisée avec soin : la technique de drainage (contestable cependant dans un pays à longue saison sèche) destinée à assurer la bonne venue des cultures sous pluies (maïs, sorgho) est au point. Toutefois, le manque de coordination entre propriétaires voisins ruine bien souvent les espoirs d'abondantes moissons ; la négligence de quelques-uns (le curage des fossés, nécessaire dès les premières pluies à assurer l'évacuation des eaux en surplus n'étant pas réalisé dans un secteur du périmètre aménagé) a pour effet de compromettre la récolte des autres parcelles. En bloquant ou en ralentissant l'évacuation des eaux vers l'aval, le fossé encombré de dépôts, d'herbes, de débris de toute sorte, provoque la submersion des terres situées à l'amont puis l'asphyxie des racines.

#### b. *Dispersion des forces de travail :*

L'organisation sociale de type segmentaire adoptée par les populations du Lobi a pour conséquence, nous l'avons évoqué (2), l'éparpillement des maisonnées des terroirs familiaux. Toutefois avant l'époque coloniale et jusqu'en 1920-1930, la famille étendue (3) comprenant quelques dizaines de personnes placées sous l'autorité d'un aîné, dispose d'une force de travail suffisante pour mener à bien les tâches agricoles, subvenir aux besoins alimentaires de toute la maisonnée et, éventuellement, faire face aux difficultés du moment (incapacité temporaire d'un ou de plusieurs membres, réparations de dégâts causés par les eaux, sécheresse, etc.).

Au plan politique, c'est au niveau de la famille étendue, et à ce niveau seulement, qu'apparaît une organisation des pouvoirs hiérarchisés et une autorité reconnue et agissante.

A cette époque, s'il n'existe aucune structure communautaire capable de coordonner l'action d'un ensemble d'exploitations installées sur un territoire, une entr'aide spontanée entre maisonnées permet de rattraper les retards dans les travaux, de mener rapidement une entreprise urgente, ou tout simplement de resserrer les liens d'alliance entre groupes familiaux. Ces alliances traditionnelles jouent également en périodes de trouble, lorsque l'une des maisonnées doit se défendre contre les entreprises d'un groupe rival. En effet, pendant la période pré-coloniale et plus tard, jusque vers 1930, les luttes entre clans opposés sont fréquentes et se soldent souvent par des rixes sanglantes que les autorités coloniales ne peuvent tolérer. Des représailles sévères, menées par l'armée ou la police, ont pour effet non seulement de détruire les biens matériels, mais aussi de « casser les maisonnées » : en emprisonnant les chefs de famille, les « meneurs », le pouvoir en place ramène momentanément la paix, mais détruit en même temps les seules autorités reconnues par la population. Il favorise aussi l'éclatement des grandes familles ; privée de son chef (arbitre écouté en cas de différends internes) la maisonnée se brise, les chefs de ménage quittent l'exploitation paternelle et fondent des unités économiques plus petites, rassemblant tout au plus une dizaine ou une quinzaine de personnes.

Aucune structure politique nouvelle n'étant jusqu'à présent acceptée par les populations (les chefs de canton, les chefs de villages nommés par l'administration n'ont jamais eu beaucoup de poids ni d'autorité dans les groupes du Lobi) chaque exploitation de fort modestes dimensions, est conduite à ne compter que sur elle-même. Le système d'entraide qui autrefois jouait un rôle important pour égaliser les forces de travail entre les maisonnées, se détériore : en effet, les rivalités qui opposaient les groupes de maisons entre eux, non seulement renforçaient la cohésion des alliés au moment de l'épreuve, mais développaient entre eux un esprit de solidarité profonde qui se manifestait en période de gros travaux, d'événements familiaux (deuil) ou sociaux

(1) Chaque année, dans la zone sud-soudanienne, entre le 15 juin et le 15 juillet, les pluies régressent pendant une période plus ou moins longue (voir à ce sujet *in* Présence Africaine n° 88, 1973, E. BERNUS & G. SAVONNET, « Les problèmes de la sécheresse dans l'Afrique de l'ouest », pp. 113 à 138.

(2) Voir p. 27 et 28.

(3) On entend par famille étendue, un groupe descendant d'un aïeul commun et proche, comprenant le chef de famille (généralement l'aîné), ses frères, leurs femmes et leurs enfants.

(rituels). Actuellement, la solidarité ne joue plus qu'à l'intérieur des petites cellules économiques rassemblant un ou deux ménages : aux rivalités claniques, toujours vivaces, s'ajoutent les différends opposant les frères entre eux, différends qui ne sont plus tranchés par le chef de famille.

Dans ces régions autrefois turbulentes (1), règne actuellement une atmosphère de crainte (envers les voisins, les étrangers, l'administration) et de suspicion qui ne favorise guère les échanges de services : chaque exploitation vit repliée étroitement sur elle-même, ne dispose que d'une force de travail fragile, toujours à la merci d'un incident qui, à chaque instant, peut bouleverser l'instable équilibre économique de la maison et plonger ses membres dans la misère.

### c. *Thésaurisation et biens sociaux :*

L'organisation sociale adoptée par les groupes du Lobi implique un échange matrimonial généralisé à toute la société. Or, pour qu'une répartition équitable des femmes puisse se réaliser au niveau de tout le groupe, il est apparu indispensable qu'une compensation matrimoniale (appelée improprement « dot ») sanctionne les alliances. Quelques têtes de bétail, un certain nombre de cauris (2) et des prestations en nature offertes aux parents de la fiancée par le prétendant permettent d'atteindre ce double objectif. En somme le troupeau s'apparente plus à un bien social qu'à un bien économique et circule à travers la société en empruntant un circuit inverse de celui suivi par les femmes ; dans une moindre mesure, les cauris (et maintenant l'argent qui tend à se substituer aux cauris) empruntent le même cheminement que le troupeau.

Bien entendu, le modeste cheptel dont dispose chaque famille est souvent insuffisant pour assurer le mariage de chacun des enfants mâles et la pérennité de la famille ; aussi l'acquisition du bétail est-elle le souci majeur de chaque chef de famille. Quelle que soit sa taille, chaque maisonnée, à partir des quelques surplus qu'elle parvient à mettre de côté, s'efforce de se procurer quelques têtes de bovins ; mais en détournant vers des fins sociales les surplus

de biens économiques, le paysan se prive de moyens matériels qu'il pourrait investir dans l'amélioration de ses cultures et de ses moyens d'existence (3).

Le seul bénéfice économique qu'il retire de son troupeau, est le fumier qu'il utilise partiellement d'ailleurs pour engraisser une partie de ses champs : l'utilisation de la fumure est en effet très variable d'une région à l'autre : les Dagari, les Wilé, les Birifor amendent leurs terres sur un rayon de 50 m autour de leur ferme ; or, une utilisation plus rationnelle de cet engrais, tout au long de l'année, permettrait de multiplier par trois ou quatre la surface des cultures intensives ; chez les Lobi du sud de Gaoua, on ignore généralement cette pratique : le fumier que l'on amasse auprès de l'étable est inutilisé ou sert parfois à crépir les murs de la ferme...

Ainsi, les échecs répétés de la C.F.D.T. et, plus récemment de la C.I.D.R., dans le développement de la culture cotonnière, tiennent à des causes plus profondes que celles relevées dans les rapports de ces deux organismes d'intervention. Au delà des mauvaises techniques culturelles dénoncées, au delà des négligences relevées dans la pratique de la culture cotonnière, on découvre une dégradation profonde du système socio-économique des populations du Lobi, dégradation qu'elles sont incapables d'enrayer et qui les conduit chaque année vers une misère de plus en plus difficilement supportable. Dans ces conditions, la faillite de la politique de développement entreprise dans l'ensemble du pays lobi relève plus d'un processus de désagrégation sociale que d'une simple « défaillance » technologique. Nous avons suffisamment insisté sur le désarroi du paysan, isolé, ne pouvant compter que sur lui-même, face aux problèmes qu'il maîtrise de plus en plus mal. On comprend mieux son manque d'intérêt pour développer des cultures spéculatives alors que chaque année, il parvient de plus en plus difficilement à satisfaire les besoins vitaux de sa maisonnée ; tous les efforts du chef de famille, toute son attention sont tendus vers le souci primordial et souvent exclusif d'éviter la disette. Son anxiété est telle qu'il est incapable de contrôler maintenant, ses réflexes de peur, et d'appliquer avec toute la rigueur voulue

(1) Les régions de Nako et d'Iridiaka, chez les Birifor et les Lobi dans le cercle de Gaoua, réputées autrefois pour leur insécurité ont fait l'objet, jusqu'à la dernière guerre, de représailles multiples de la part des autorités coloniales. Or, ce sont justement ces régions où, de nos jours, l'émiettement des maisonnées et des forces de travail est le plus intense, où l'économie de survie tend à se substituer à celle de subsistance...

(2) Cauris et monnaies légales sont utilisés pour des échanges commerciaux.

(3) Bien souvent, au moment de la moisson, les récoltes sont juste suffisantes à assurer la subsistance de la famille ; on en vendra cependant une partie pour se procurer sinon un bœuf, tout au moins un ou deux moutons : au moment du versement de la compensation familiale, quatre moutons peuvent remplacer un bœuf.

Signalons aussi qu'au moment des funérailles d'un chef de famille, pour rehausser le prestige du défunt, on sacrifie une ou plusieurs têtes de bétail (mouton, chèvre, bœuf...).

les techniques héritées des générations précédentes, techniques qui avaient fait leur preuve. C'est pourquoi, en négligeant de résoudre ce problème crucial des subsistances, tous les programmes de développement appliqués jusqu'ici ont essuyé des échecs.

#### d. Cloisonnement de la société et difficulté de diffusion :

Les nouvelles orientations prises par la C.I.D.R., depuis quelques années, s'attellent à résoudre ce problème en priorité. Mais là encore, la mise en application de méthodes agricoles simples, destinées à améliorer les rendements des cultures vivrières, se heurte à des difficultés d'ordre sociologique : leur diffusion à travers le pays est délicate à réaliser. En effet, les structures mêmes de la société segmentaire ne se prêtent guère à une action d'animation rapide et généralisée ; chaque ferme, chaque maisonnée, jalouse de son autonomie, vit d'autant plus repliée sur elle-même qu'elle a pleinement conscience de sa faiblesse, de sa vulnérabilité ; chacune constitue un véritable petit « bastion » qu'il faut assiéger et convaincre l'un après l'autre. Lorsqu'une action de développement a réussi en un endroit, le processus de « contagion » à travers tout le groupe local (1) se heurte ici à l'obstacle du particularisme familial ou lignager : les familles étrangères (ou non liées) à la maisonnée ayant réussi à surmonter ces difficultés, ne se sentent pas concernées par le succès de cette dernière. Chaque maison, chaque groupe local devra faire l'objet d'une intervention particulière de la part des responsables de l'encadrement.

Le long développement qui nous a conduit à examiner les causes profondes de la stagnation économique et des difficultés alimentaires en pays lobi, nous entraîne maintenant à rechercher les facteurs qui sont à l'origine de la réussite cotonnière en pays bwa.

### 3. Les facteurs de réussite agricole chez les Bwa :

« Avec les Sénoufo, les Bobo sont les meilleurs agriculteurs de Haute-Volta » ; cette assertion, méritée, d'ailleurs, que l'on découvre dans tous les

rapports d'agriculture de cet État, nous invite à rechercher sur les plans technique et peut-être social, les causes de la réussite de ces populations et tout spécialement des Bwa méridionaux (appartenant au groupe bobo) (2).

Chacun reconnaît la valeur des techniques agricoles utilisées par les Bwa pour la mise en valeur des différents milieux naturels dans lesquels ils sont amenés à vivre ; or, ces techniques sont à peu de choses près les mêmes que celles pratiquées par les populations du Lobi.

Dans les plaines de l'ouest, formées d'arènes gréseuses (régions de Wakui, Béréba), ou sur les arènes granitiques de l'est et du sud (région de Pa), le billonnage pratiqué sur une large échelle, permet (comme le buttage en pays lobi) d'offrir à la plante suffisamment de terre et d'humidité pendant sa période végétative et de préserver les sols contre l'érosion.

Dans les zones inondables, les méthodes sont différentes de celles pratiquées par les Birifor par exemple : au lieu de drainer la vallée au moyen de fossés profonds, on construit ici, parallèlement à l'axe du cours d'eau, des billons suffisamment élevés pour éviter l'immersion au moment des crues, de telle sorte que l'eau du ruisseau s'écoule à travers les profonds sillons séparant chaque levée de terre de sa voisine (3).

Sur les collines birrimiennes de Dossi et de Boni, on construit, comme dans le sud, des murettes anti-érosives pour retenir la terre ; enfin, chez les deux groupes de population, on pratique assez généralement la fumure autour des habitations, sous couvert d'un parc d'*Acacia albida*.

La comparaison des techniques, adoptées au nord et au sud ne fait donc apparaître que des différences de détail ; dans ces conditions les résultats obtenus chez les paysans du Lobi devraient être à peu près semblables à ceux observés chez les Bwa : les différences enregistrées dans les niveaux de vie des deux groupes de population ne semblent pas liées aux techniques culturelles elles-mêmes, ni aux moyens de travail utilisés (chez les Bwa comme en pays lobi, tout le travail est encore fait à la main en 1972), mais bien dans l'application des techniques.

(1) Groupe local correspond à l'idée de village avec cette différence que dans les populations du Lobi, il n'existe pas d'organisation politique, d'autorité hiérarchisée au niveau communal ; elles n'apparaissent, nous l'avons vu (voir ci-dessus, p. 27) qu'au niveau de la maisonnée.

(2) Guy Le Moal : « Notes sur les populations bobo » in Bulletin de l'IFAN, tome XIX, 1957, série B, nos 3-4, pp. 418-430.

(3) La différence de technique adoptée par les paysans tient peut-être à la forme de la vallée : large, chez les Bwa l'inondation est moins brutale que chez les Birifor où les vallées sont beaucoup plus étroites, donc sujettes à des variations de régime plus considérables.

### 3.1. TECHNIQUES CULTURALES ET COOPÉRATION :

Méthodiquement, sans hâte, chaque année, les terres sont préparées avec soin ; dès la fin de l'hivernage, lorsque les récoltes ont été enlevées et que le sol est encore frais et meuble, on prépare déjà la prochaine campagne : les billons sont éventrés et reconstruits dans les creux, les herbes, les chaumes sont enfouies profondément ; tout au long de la saison sèche, le fumier et le compost récoltés et amassés soigneusement chaque jour dans une place préparée à cet effet sont transportés dans les champs proches du village et déposés en petits tas ; dès les premières pluies d'avril-mai, on poursuit systématiquement le billonnage des champs ; les céréales hatives et le coton sont semés en premier, fin mai, sur des terres convenablement ameublées et déjà bien humidifiées par les premières averses, les produits pourront germer et se développer sans craindre les effets désastreux de la petite période sèche de juin. Tant que les pluies ne sont pas régulières, on prépare les autres champs en les retournant profondément après chaque précipitation, les uns après les autres... Fin juin, début juillet, lorsque la saison des pluies est bien établie, on sème rapidement sur les terres ameublées et humides, sorgho, petit mil, arachide. Jusqu'au 15 août, le travail bat son plein : dépôt d'engrais, pulvérisation anti-parasites sur les cotonneraies, désherbage ; dans certains villages particulièrement actifs, disposant de terres alluviales riches, il n'est pas rare d'observer, dès que les premières récoltes de sorgho et de maïs hâtifs sont rentrées, la mise en place mi-septembre d'une deuxième culture : celle du tabac, repiqué sur de nouveaux billons rapidement reconstruits dans les terres de bas-fond.

Le Bwa a donc su améliorer ses techniques agricoles mais aussi *acquérir le contrôle de son temps de travail* : chaque activité se déroule au bon moment, dans les délais voulus ; chaque groupe l'accomplit sans précipitation, avec efficacité ; la solide maîtrise dont il fait preuve, dans le Bwamu méridional, provient sans nul doute de l'appui moral et matériel reçu de sa communauté ; en effet, la presque totalité de ses travaux sont pratiqués collectivement, en équipe, le Bwa ayant horreur de l'isolement, du travail solitaire. Chaque champ de village ou de brousse est ouvert par des équipes d'entraide rassemblant de 5 à 20 personnes (parfois plus), équipes formées d'amis ou de jeunes gens appartenant à une même classe d'âge ou tout simplement de voisins. Dans ces groupes de travail, chez les jeunes principalement, la compétition est la règle : on se lance des défis entre gens de quartiers différents ; face aux groupes

de jeunes filles qui leur apportent nourriture et boisson, à la mi-journée et commentent à haute voix les mérites et les défauts de chacun des participants, les garçons redoublent d'ardeur pour se faire remarquer et recevoir des louanges. Cette continuelle compétition se déroule dans l'ordre et dans la bonne humeur : aucun des équipiers ne bâcle son travail pour arriver en tête ; le retardataire sera l'objet de quolibets, mais il n'aura pas honte de son travail accompli plus lentement que ses compagnons ; le billon qu'il vient d'achever est aussi net, aussi parfait que ceux de ses camarades plus habiles.

Ce goût pour le travail communautaire, ce sens de l'équipe et de la responsabilité dans le travail collectif, le Bwa les tient justement de l'organisation sociale propre à son ethnie. Il fait, bien sûr, partie de sa famille, de sa maisonnée, mais il appartient d'abord et surtout à son village. Contrairement aux gens du Lobi qui se réfèrent toujours à leur groupe familial, à leur clan, à leur lignage, le Bwa se réfère d'abord à son village, à sa communauté villageoise avant de se situer par rapport aux siens (1).

### 3.2. UNE COMPLÈTE INSERTION DU PAYSAN DANS SA COMMUNAUTÉ VILLAGEOISE :

Ainsi, voit-on se dessiner les contours d'une explication sociologique du dynamisme économique bwa, explication qui se fonde sur la double appartenance du Bwa : à sa famille, à sa communauté. L'impact colonial, les idées modernes, les notions de liberté individuelle, comme partout ailleurs en Afrique, ont contribué à démanteler les familles, à libérer les ménages de l'autorité gérontocratique souvent pesante, mais ils n'ont jamais, jusqu'ici, entamé les liens communautaires entre habitants d'un même village, liens qui sont d'une autre essence que les liens du sang. Grâce à sa « double filiation », avec sa famille par le sang, avec sa communauté par le cœur, le Bwa ne s'est pas trouvé isolé lorsque les liens familiaux se sont relâchés : au cours des vingt dernières années, il n'a rien renié de ses attaches avec sa communauté villageoise à laquelle il a recours fréquemment pour l'entretien de ses cultures...

En se libérant de la sujétion et des contraintes familiales, il semble même que les jeunes paysans se soient affranchis des directives conservatrices de leurs aînés, et soient à même désormais d'innover plus librement ; ils sont plus attentifs aux conseils prodigués par les encadreurs ; ils sont capables de modifier le calendrier agricole traditionnel et de s'adonner à des cultures délicates.

(1) J. Capron,

## 3.3. LES INITIATIVES INDIVIDUELLES.

a. *Le tabac* :

En 1966, quelques villages du Bwamu méridional (Karba, Boni, Tioro) connus dans toute la région pour la qualité de leur tabac (1) ont été invités par la manufacture nationale des tabacs (MAVOCI) à cultiver certaines variétés nouvelles de façon à pourvoir à son approvisionnement en produits de haute qualité. D'abord désorienté par les techniques rigoureuses et les soins minutieux exigés par les nouveaux plants, le paysan, bien encadré par un personnel compétent, a réussi à se plier aux exigences de cette activité, réservée jusque là aux vieux. Des hangars de séchage, construits avec des matériaux locaux : piquets de bois, auvents de paille tressée, toit de chaume, ont été confectionnés à proximité des quartiers ; les surfaces cultivées sont passées de 20 ha en 1967 à une centaine d'ha en 1969 et seulement une cinquantaine d'ha en 1971. L'irrégularité des surfaces consacrées au tabac s'explique par l'irrégularité des rendements : en 1970, la pluviométrie a été défectueuse : les pluies se sont arrêtées début septembre au lieu de début octobre, les plants n'ont pu se développer normalement et le poids de feuilles vendues cette année là, 22 t, était bien inférieur à celui récolté l'année précédente, 72 t. sur une surface moins importante (2). Pour la campagne 1969-1970 les Bwa avaient reçu pour une centaine d'ha plus de 3.500.000 CFA, déduction faite des remboursements d'engrais et produits anticryptogamiques.

b. *Dressage de boeuf* :

Au cours de l'année 1972, pendant la saison sèche, quelques villages aisés (Boni, tout spécialement connu pour ses innovations en matière agricole) se sont lancés, spontanément, dans le dressage des bœufs, reprenant l'expérience tentée 20 ans auparavant par les promoteurs des fermes pilotes. Sous la direction de moniteurs de l'agriculture, peu occupés pendant cette période de l'année, une cinquantaine de paires de bœufs tiraient tout au long de la journée des billes de bois, sur les routes, les pistes et dans les rues des quartiers. Les jougs, pour la plupart

fabriqués localement par le forgeron étaient une copie fidèle des anciens jougs offerts autrefois par l'administration aux « volontaires » des fermes pilotes. Cette initiative heureuse, prise par les jeunes paysans, répond au besoin d'utiliser au mieux leurs économies réalisées par la vente du coton et du tabac de faciliter la préparation de leurs champs (à l'aide de charrues légères de type SATEC), d'améliorer enfin le mode de transport (bois, récoltes, fumier) pratiqué jusqu'ici à tête d'homme.

c. *Des changements non prestigieux* :

Tous les changements profonds, toutes les innovations réalisés par les Bwa de la région de Houndé se déroulent sans crise sociale apparente ; phénomène curieux, l'enrichissement (modeste, il est vrai) de la population (3), ne se traduit pas par une modification des habitations (4) : la maison solidement assise, construite en parpaings de terre séchée au soleil, surmontée d'une terrasse, n'a guère changé depuis le passage de Binger en 1887 (5) ; le toit de tôle, par exemple, apprécié par les populations du Ghana, du Togo et de la Côte d'Ivoire, signe de prestige autant que phénomène d'aculturation, n'a pas été adopté ici ; les quelques essais tentés à Dohon Béréba ou Wakui, n'ont pas été suivis : « le bruit de la pluie est infernal pendant les orages, la chaleur insupportable pendant la saison sèche et on ne peut plus se réunir le soir sur la terrasse ». Aux inconvénients d'ordre pratique causés par la toiture en tôle, s'ajoute l'impossibilité de se rassembler en un endroit traditionnellement consacré aux rencontres, désavantage majeur qui condamne l'emploi de ce matériau moderne.

Ainsi, l'économie des populations bwa se modernise, se diversifie avec la lenteur propre au milieu paysan ; dans les années à venir, si les essais d'attelage bovin réussissent à s'implanter, il est probable que l'éventail des produits, dans la région de Houndé, s'élargira encore de quelques cultures nouvelles : la riziculture qui requiert des labours profonds, dans les sols lourds et difficiles à travailler, pourrait être la prochaine étape de l'évolution agricole... Mais déjà, et ceci depuis quelques années, de nouveaux soucis retiennent l'attention des populations : l'émigration

(1) Ce tabac, cultivé autour des fermes était récolté d'octobre à janvier ; les feuilles vaguement séchées à l'ombre, macérées dans une saumure, étaient ensuite pilées dans un mortier, puis serrées dans un moule en forme de pain de sucre, avant d'être vendues sur les marchés.

(2) Le rendement moyen est de l'ordre de 800 à 1.000 kg/ha de feuilles séchées, le prix de vente était en 1972 de 65 fr/kg.

(3) Les cultures de coton, d'arachide, la vente de produits vivriers du tabac, etc., rapporteraient entre 6.000 et 7.000 fr CFA net par personne et par an ; à cela s'ajoutent les pensions et retraites des anciens militaires et fonctionnaires.

(4) Pas de grande modification de l'habitation mais de l'habitat qui, depuis une vingtaine d'années a tendance à éclater : les jeunes ménages parviennent à s'établir à la périphérie des quartiers à quelques dizaines de mètres des dernières maisons.

(5) Binger « Du Niger au Golfe de Guinée » 2 tomes 1892, 924 p., voir tout spécialement tome 1, pp. 407 à 412.

massive, qui entraîne la colonisation des réserves de terres bobo suivant des méthodes extensives, pose de graves problèmes aux communautés villageoises ; il est possible que les difficultés du moment ralentissent la réalisation de leur projet.

#### 4. Perspectives d'avenir dans le Lobi :

Chez les populations du Lobi, les perspectives d'avenir sont plus sombres malgré les quelques résultats encourageants obtenus depuis une dizaine d'années dans certains groupes. Le problème des subsistances qui n'a pas encore été résolu dans la majorité des maisonnées, bloque par conséquent le développement des cultures d'exportation : actuellement le souci essentiel du Birifor, du Lobi ou du Pougouli est encore celui d'éviter la disette... Nous avons retenu comme cause principale du maintien de l'économie de subsistance, la dégradation de l'organisation sociale après l'impact du phénomène colonial, dégradation qui s'est manifestée tout spécialement dans l'émiettement des maisonnées et la constitution de cellules économiques trop fragiles pour supporter la moindre défaillance d'un de ses membres. Seules, les régions où les familles n'ont pas été trop disloquées, sont parvenues à améliorer depuis une dizaine d'années, leurs conditions de vie ; or ces régions coïncident à peu près avec les zones christianisées depuis une quarantaine d'années : il s'agit des subdivisions de Dano et de Dissine.

##### 4.1. DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LES ZONES CHRISTIANISÉES :

Cette coïncidence n'est pas le fait du hasard : les missionnaires en s'implantant dans le pays, en vivant pendant de très longues périodes en contact étroit avec les populations rurales dont ils parlent la langue, ont acquis un immense crédit auprès des paysans, même non christianisés : en créant des dispensaires, des écoles, en ouvrant parfois des pistes, les missions se comportent comme un « petit état dans l'état », menant souvent une politique différente de celle appliquée par l'administration dans les pays non évangélisés. Confrontés à des problèmes coutumiers, les missionnaires ont été amenés à faire prévaloir leur propre éthique à l'égard du mariage, de la polygamie, de la compensation matrimoniale, etc. Au plan familial par exemple, ils ont toujours favorisé les mariages par inclination entre jeunes gens et une certaine autonomie écono-

mique des jeunes ménages (sans pour autant encourager l'éclatement de la maisonnée).

Progressivement les missions ont été amenées à s'intéresser aux problèmes agricoles et économiques, en encourageant par exemple les associations de travail traditionnelles, entre groupes familiaux, ou classes d'âge, en initiant leurs catéchumènes aux cultures maraîchères, en créant des coopératives de ventes — avec des magasins de détail dans les villages importants, fournissant des produits de première nécessité : pétrole, savon, sucre, sel...

Il s'est donc instauré, dans les zones touchées par le christianisme, un climat social ouvert vers le monde extérieur, vers une économie plus moderne ; en préservant le cadre des grandes familles, les formes d'entraide traditionnelle, en développant l'esprit coopératif dans le secteur économique, mais aussi et en même temps en ouvrant de nombreuses écoles dans des villages souvent reculés, les missions préparaient ainsi des structures favorables à une action de développement rural.

Jusqu'en 1960-61, le pays dagari et wilé n'a pas été épargné par la disette ; les efforts déployés par la C.F.D.T. pour développer la culture du coton se sont heurtés à l'obstacle des ressources vivrières qui était loin d'être résolu. Après l'accession à l'indépendance de la Haute-Volta, en 1960, la C.I.D.R. prend le relais de la C.F.D.T. et s'attache en priorité à subvenir aux besoins alimentaires des populations par des méthodes simples, à la portée du paysan : culture intensive à base de fumure animale, introduction de la riziculture partout où cela est possible. Quelques barrages ayant été construits, sans aménagement aval, les animateurs décident d'utiliser les terres inondables de l'amont, sur les rives du plan d'eau ; des casiers délimités par des diguettes de terre battue, sont préparés dès la fin de la saison des pluies et ensemencés en riz dès le début mai, fumés, désherbés convenablement, jusqu'à la venue des eaux en juillet ; la récolte, début septembre, permet d'obtenir des rendements convenables : une tonne à une tonne et demi à l'hectare (1). Sur les bords non inondables de la vallée, on procède à deux cultures par an : en hivernage le maïs, le sorgho sont plantés sur de hautes buttes ; après la récolte, en septembre on aménage des jardins qui produiront des légumes jusqu'en mars ; une partie de cette production est consommée sur place, le reste est commercialisé sur les marchés du Ghana.

La culture arachidière qui bénéficie d'un milieu favorable (arènes granitiques dans l'est de Dano) a

(1) Dans la région de Kouper (5.000 hab. environ), 200 ha environ de rizières ont été aménagées, la ration alimentaire s'est accrue d'une cinquantaine de kg de paddy par an et par personne, soit près de deux mois de vivres supplémentaires.

été considérablement améliorée par l'application de méthodes modernes : sélection des espèces (résistantes à la rosette, aux maladies crytogamiques causées par un excès d'humidité), semis en ligne, utilisation des superphosphates en granulé ; les rendements sont de l'ordre d'une tonne à une tonne et demie à l'hectare ; par ailleurs les cultures de sorgho, qui succèdent ici à celle de l'arachide, profitent des reliquats d'engrais appliqués l'année précédente. La culture du coton, par contre ne rencontre pas le même enthousiasme de la part du paysan : elle exige plus de travail pour des rendements médiocres : 500 à 600 kg/ha au maximum : entre 1967 et 1970, les tonnages se sont effondrés de moitié ; enfin en 1970, les animateurs ruraux de la C.I.D.R. tentaient l'expérience soja, jumelée à l'expérience « utilisation du soja » dans l'alimentation, celle-ci réalisée par des assistantes sociales...

Le bilan des actions de développement menées depuis 1965 dans les subdivisions de Dano et Dissine apparaît positif : les populations, maintenant à l'abri de la disette, commencent à s'intéresser aux cultures de rente et tout spécialement à l'arachide, moins exigeante que le coton ; au plan social, un progrès important a été accompli : la compensation matrimoniale qui gelait une bonne partie des surplus à des fins sociales est devenue symbolique : quelques cadeaux en argent ou en nature scellent maintenant les alliances ; il est vrai que la tenue régulière des registres d'état civil par paroisse permet à chaque instant de contrôler les échanges de femmes ; par ailleurs la polygamie, sans disparaître totalement, devient exceptionnelle ; par ricochet, les troupeaux, moins nombreux peut-être qu'autrefois, font l'objet de quelques transactions commerciales qui assurent des revenus supplémentaires au paysan.

Malgré les progrès accomplis dans les régions dagari et wilé christianisées, la situation économique est encore fragile et même préoccupante : les productions vivrières sont suffisantes maintenant pour nourrir convenablement les habitants, mais la marge de sécurité est réduite ; chaque année elle est grignotée par un accroissement démographique qui dépasse ici 2 % par an (1) ; pour maintenir le niveau de vie, il convient donc d'accroître chaque année les productions de plus de 2 % soit par des rendements améliorés, soit par l'extension des zones cultivées. Or on

se heurte actuellement à divers obstacles qui limitent l'expansion agricole : pénurie des bonnes terres cultivables à la main, dégradation totale du réseau routier qui freine considérablement la circulation des produits.

Les terres cultivables à la main : arènes granitiques, argile de talus de plateau ou de collines (birrimiennes dans la région de Guéguéré) se font rares ; le reste des terres, celle des plaines inondables (régions de Mémer, de la vallée de la Volta noire ou de la Bougouriba) sont riches, mais leur mise en valeur nécessite des moyens techniques plus puissants et plus rapides (2). La traction bovine devient indispensable à la préparation des terres au début de la saison sèche et de la saison pluvieuse : le sol se transforme en borbier dès les premières pluies et se durcit considérablement dès les premiers souffles de l'harmattan. Ces immenses zones marécageuses à vocation rizicole ne pourront être colonisées qu'au moyen de la charrue. Or, les essais de traction bovine tentés jusqu'ici ont échoué, le niveau économique des populations est encore trop bas pour supporter l'entretien d'une paire de bœufs : fourrage et mil destinés à leur alimentation au moment des gros travaux, coûtent cher (3), l'achat d'un petit matériel (charrue, herse, charrette) et son entretien dépassent les possibilités du paysan... Par ailleurs, l'absence à peu près totale de toute infrastructure routière digne de ce nom dans cette partie du sud-ouest de la Haute-Volta apparaît comme un handicap sérieux à la vente des produits industriels, les prix de transport sont lourdement grevés par l'état des pistes que les camionneurs hésitent souvent à emprunter (4) ; de ce fait le prix des marchandises importées s'accroît, tandis que celui des produits d'exportation fléchit pour faire face aux aléas du transport.

Les énormes progrès enregistrés depuis une dizaine d'années pour diversifier les cultures, accroître les rendements, élever les niveaux de vie sont freinés maintenant par le goulot d'étranglement technologique qu'il faudra franchir si l'on veut engager les populations dans une économie de marché et leur donner la possibilité de vivre encore mieux ; le nouvel organisme d'état qui remplace la C.I.D.R. depuis 1973 trouvera dans les régions de Diddine et de Dano un climat social et une ouverture à l'innovation technologique assez rares en Afrique de l'ouest, et

(1) Les densités de population, dans la région de Dissine dépassaient 80 habitants au km<sup>2</sup> en 1972.

(2) Elle se heurte aussi à l'insalubrité des vallées ; la trypanosomiase qui avait pratiquement disparu grâce à l'action énergique menée sans répit par les services du secteur d'hygiène mobile et de prophylaxie (SHMP), réapparaît depuis une dizaine d'années dans quelques villages ; l'onchocercose qui entraîne la cécité fait l'objet d'une campagne d'éradication menée par l'OMS depuis 1973 (voir à ce sujet l'article du « Monde » paru le 21 août 1974 sous le titre « Les morts vivants de Tienkoura » et signé F. J. ТОМСЕН).

(3) La traction asine, moins coûteuse, est inutilisable pour labourer les terres lourdes de bas-fond.

(4) En 1972, une bonne partie du coton entreposé sur les places des villages pour leur transport à l'usine d'égrenage, n'était pas encore enlevé en avril, date à laquelle commencent les premières pluies.

favorables, par conséquent, à la réussite de cette nouvelle étape.

#### 4.2. DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LES ZONES NON CHRISTIANISÉES DU LOBI :

##### a. *La fuite en avant des Lobi méridionaux :*

On est loin d'avoir atteint cette étape dans les autres groupes du Lobi. Les solutions adoptées pour subvenir à leurs besoins sont différentes suivant les régions, suivant les ethnies : les Lobi du sud, par exemple poursuivent leur lent mouvement migratoire vers la Haute Côte d'Ivoire, en pays koulango (1), où plus de 50.000 d'entre eux sont installés en 1973. La culture de l'igname, le seul produit commercialisable, placé en tête du long cycle culturel (5 à 6 ans), est suivie par celles du sorgho, du petit mil associé au haricot et à l'arachide. Négligeant la fumure animale qu'ils pratiquaient autrefois en Haute-Volta (2), les émigrés poussent toujours plus loin leurs champs lorsque les rendements diminuent et changent de résidence lorsque les terres voisines sont épuisées. En 1972, quelques familles lobi étaient déjà arrivées à une cinquantaine de kilomètres au nord de Bondoukou (voir carte).

En somme, par la pratique de la culture extensive itinérante, par leur déplacement continuels vers des terres libres, par leur réussite dans la culture de l'igname, aisément commercialisée, les Lobi du sud connaissent une certaine aisance et la disette est inconnue. Toutefois, la plupart des bénéfices réalisés sont gelés dans l'acquisition du troupeau, à usage social (compensation matrimoniale), aucune technique nouvelle, aucune méthode moderne ne vient appuyer et renforcer l'économie des groupes dont la relative « prospérité » est liée tout simplement à la conjoncture économique de la Côte d'Ivoire et à la présence de terres inoccupées. Lorsque l'un de ces facteurs sera défaillant — absence de terres libres par exemple — les Lobi se trouveront à nouveau plongés dans une économie de subsistance et peut-être de survie si aucun plan de développement n'est mis en place, prochainement.

On peut s'étonner que les autorités ivoiriennes n'aient pas pris les mesures nécessaires pour assurer le développement rationnel de cette région et la stabilité des populations. Des dispositions avaient

été décidées à cet effet, vers les années 1961-62, en vue de regrouper les Lobi dans des villages au bord des nouvelles voies d'accès, villages de colonisation comportant des structures d'accueil — dispensaire, école, centre commercial, etc. —, dispositions destinées en même temps à développer la culture du coton et du riz et à améliorer les conditions de l'élevage susceptible de ravitailler les régions méridionales en viande. Or, après un début d'application le plan de développement régional a été stoppé : aucune des infrastructures envisagées n'a été mise en place. La réalisation du plan a-t-elle été jugée prématurée ? trop ambitieuse ? De toutes façons, les Lobi ayant patienté quelque temps dans leurs villages regroupés, déçus par les promesses non tenues, reprenaient dès 1966 leur liberté, les uns après les autres et poursuivaient leur mouvement migratoire un moment interrompu.

##### b. *Tentatives d'animation rurale au ras du sol :*

Chez les Lobi du nord, chez les Birifor, les Dyan, les Pougouli, prévaut une économie de subsistance qui se dégrade trop souvent vers une économie de survie. Rien jusqu'ici n'a été vraiment tenté pour améliorer le sort de ces populations qui vivent dans bien des cas dans le dénuement le plus complet.

Nous avons examiné précédemment les causes principales ayant entraîné la dégradation continue des conditions de vie de ces groupes : impact colonial durement ressenti, effondrement de l'autorité familiale, éclatement des maisonnées, dispersion des unités économiques de faible surface. Par ailleurs l'absence totale de toute autorité centralisée, couvrant un certain nombre de maisonnées établies sur un espace bien délimité, rend difficile toute action de développement d'envergure. Les quelques rares tentatives d'animation rurale faites jusqu'ici : aménagement de la plaine de Malba, fermes pilotes, actions rizicole ou cotonnière ont tourné court rapidement. Si les expériences trop ambitieuses (cultures irriguées), trop générales (fermes pilotes) ou trop spécialisées (cultures du coton) n'« accrochent » pas, dans les sociétés segmentaires, les tentatives d'animation rurale menées récemment sur quelques groupes de villages par des moniteurs issus du milieu, paraissent obtenir un certain succès (3).

Il s'agit là, d'implanter dans son village d'origine

(1) G. SAVONNET « La colonisation du pays koulango (Haute Côte d'Ivoire) par les Lobi de Haute-Volta » in « Les Cahiers d'Outre-Mer », XV, 1962, n° 57, pp. 372-392.

(2) Il est toujours étonnant de constater qu'au cours de leur migration colonisatrice vers des terres neuves, les paysans « oublient » les techniques souvent perfectionnées utilisées jusque là dans la zone de départ, pour pratiquer généralement un type de culture extensive (Dogon descendant dans la plaine du Séno, Dagari colonisant les terres gouroumsi, actuellement Mossi s'installant dans la vallée de la Volta noire, en pays bwa...).

(3) La durée de l'expérience (elle date de 1969) est insuffisante pour juger le bien fondé de la méthode utilisée.



un moniteur ayant suivi pendant quelques années, un enseignement dans une école d'application agricole, et de lui confier l'entière responsabilité d'un petit secteur (une dizaine de villages, tout au plus). Une grande latitude lui est laissée pour orienter l'expérience, en fonction des réactions de la population. Il peut en outre expérimenter sur ses propres champs les méthodes qu'il diffusera par la suite. Les moyens mis à sa disposition sont modestes, mais peuvent être accrus lorsque les résultats constatés par les agents de l'agriculture ou de la C.I.D.R. sont suffisamment encourageants. Quelques exemples observés en 1972, soulignent l'efficacité de cette action modeste, mais taillée à la mesure du paysan du Lobi.

Dans le canton d'Iridiaka (au sud de Gaoua), les efforts de l'animateur portent sur la culture intensive à partir de la fumure animale et du compost, et sur la culture maraîchère de contre-saison. Les surfaces des champs de case, permanents et fumés, ont doublé et parfois triplé depuis le début de l'action entreprise vers 1969 ; à Iridiaka même, on pouvait observer en février 1972 une dizaine de jardins entourés de claies en paille, pourvus d'un ou plusieurs puisards pour l'arrosage à la calebasse des plates-bandes fumées ; ces plates-bandes portaient en cette période de l'année : choux, tomates, salades, aubergines, poivrons, piments... que les habitants utilisaient pour la confection de leurs sauces ou vendaient sur les marchés voisins, à la satisfaction de tous.

A Boukoro, dans la subdivision de Nako, l'un des 3 villages dagari émigrés récemment sur la rive droite de la Volta noire (1) (leurs voisins occidentaux les plus proches sont les Birifor de la région de Diépla), l'animateur oriente tout spécialement son action vers la riziculture sur les terres inondées chaque année par le fleuve. En 1968, dès son retour au pays, il aménage à proximité de l'étable abritant son modeste troupeau, une fumièrre (entourée d'une murette en terre battue et protégée par un toit de paille) et un potager ; plus loin, à quelques centaines de mètres de son habitation, il installe ses casiers rizicoles, (cloisonnés chacun par des levées de terre) sur une frange étroite submergée de la mi-août à la mi-octobre. Le périmètre est préparé dès le retrait des eaux de la campagne précédente : engraisé par l'apport de fumier, il est semé en partie dans la première quinzaine de juillet, désherbé et biné convenablement ; dès que l'inondation atteint le champ, l'animateur procède au démariage des plants et les repique dans les secteurs préparés mais non ensemencés. Les rendements à l'hectare dépassent la tonne ; dès 1969, il décide d'initier les paysans du

voisinage à cette pratique : à temps perdu, le soir au retour de leurs champs de brousse, ces derniers préparent, sous la conduite du moniteur, pendant toute la période de pré-hivernage, les futures rizières qu'ils sèment après le 15 juillet, (lorsque le gros des travaux est terminé). Ils procèdent à l'entretien de leur rizière, au repiquage, jusqu'à ce que le plan d'eau « atteigne le mollet ». Les résultats sont satisfaisants à la récolte : 800 kg de paddy à l'ha. L'année suivante, les surfaces rizicoles sont multipliées par deux ou trois, on utilise la fumure animale, tandis que le moniteur applique sur ses propres casiers l'engrais chimique : il obtient des rendements de l'ordre de 1.200 à 1.500 kg/ha. Durant la campagne 1971-72, une centaine d'hectares étaient consacrés à la culture du riz ; sur la cinquantaine de tonnes de paddy récoltées, une partie est réservée à la consommation, l'autre, plus importante, est vendue par petites quantités sur les marchés ghanéens voisins.

S'il est prématuré d'annoncer la réussite de l'expérience, il est possible de mettre tout au moins à son crédit la disparition totale de la disette, dans ce modeste groupe dagari, la faculté pour le paysan de payer aisément ses impôts de capitation, enfin la mise en route de la seconde étape du développement envisagée par le moniteur, c'est-à-dire l'initiation à la culture attelée. En effet contrairement à ce que l'on pouvait craindre, le paysan n'a pas utilisé ses bénéfices à accroître son troupeau (à des fins sociales), mais à l'achat d'attelages bovins destinés à améliorer la préparation de ses cultures « sous pluie » et de ses casiers rizicoles ; au printemps 1972 quatre paires de bœufs étaient entraînées à tirer des charrettes avant d'être attelées à la charrue promise par la C.I.D.R. et vendue à crédit.

La rapide « révolution technologique » qui touche le petit secteur de Boukoro n'a nullement changé les méthodes culturelles pratiquées par leurs voisins occidentaux : les Birifor de la région de Diépla. Et cependant, l'expérience se déroule à quelques kilomètres de leurs villages, ils entretiennent entre eux des relations excellentes, parlent une langue commune. Le clivage entre les deux groupes dans le domaine du développement rural ne doit pas surprendre lorsque l'on est informé de l'organisation des sociétés segmentaires : la diffusion des idées, des méthodes nouvelles passe mal d'un groupe de villages à l'autre, même quand ils appartiennent à la même ethnie. Elle ne passe plus du tout entre deux populations « cousines germaines ». Les projets de faire participer, pendant la campagne agricole 1972-73, les Birifor à l'expérience rizicole dagari ont échoué : les Dagari avaient accepté de prêter les

(1) Il s'agit des villages de Boukoro, Pissine et Antaume, comptant au total 1.000 à 1.200 hab.

terres inondables, le moniteur se tenait à leur disposition pour leur indiquer les méthodes à suivre et les conseiller... Aucun Birifor ne consentit à tenter l'expérience (1).

Ce dernier exemple met en vedette, sans ambiguïté possible, l'un des types de blocage à une action de développement vitale cependant pour une population plongée dans le dénuement le plus complet. Le processus de « contagion technologique » n'a pas joué ici entre les deux groupes, pour des raisons que seul le sociologue pourrait définir avec précision. Nous pensons quant à nous, qu'un moniteur birifor, animé de la même bonne volonté que son collègue de Boukoro, aurait vraisemblablement réussi, par des méthodes différentes peut-être, d'une façon moins rapide, certainement, à débloquer le système dans lequel les gens de Diépla se sont emprisonnés.

En Afrique de l'ouest, les inégalités de développement observables dans une zone donnée, apparaissent, tout compte fait, moins liées aux conditions du milieu physique qu'à l'homme lui-même, à son organisation, à ses méthodes de travail. Les exemples empruntés ici, à la Haute Volta ne sont pas exceptionnels : au Sénégal, l'étude comparée des Wolof et des Sérèr, celle des Malinké et des Bambara au Mali, celle des Somba et des Kabré au Dahomey et au Togo, offriraient au géographe matière à semblables observations.

Ce type d'analyse qui nécessite une excellente connaissance des populations et du milieu, permet de situer avec une certaine précision, ici, les zones de blocage économique, là, les éléments favorables à un accroissement des niveaux de vie. Toutefois, les solutions adoptées avec succès par certains groupes ne sont pas transposables à d'autres populations : l'organisation sociale, le système politique, les méthodes de travail et même les habitudes alimentaires... sont autant d'éléments de différenciation

dont il faut tenir compte pour engager une action de développement et lui donner des chances de réussite.

Il paraît indispensable aussi de connaître la hiérarchie des besoins des populations : l'échec de l'expérience cotonnière chez les groupes du Lobi a pour cause essentielle l'insuffisance chronique de leurs ressources alimentaires, qu'il convenait de combler en priorité. Le succès de la campagne pour le développement de la riziculture et de l'arachide en pays dogari et wilé — produits consommables par excellence — entreprise par la C.I.D.R. dans les années 65-70, témoigne du bien-fondé de l'opération. Chez les Bwa, les essais de riziculture tentés depuis une dizaine d'années ont échoué (0,6 % des surfaces cultivées...) pour des raisons inverses : leurs besoins alimentaires étant satisfaits, ils n'éprouvent, pour l'instant, nulle envie de se consacrer à cette culture qui, par ailleurs, nécessiterait une reconversion totale de leurs méthodes culturelles (maîtrise de l'eau, par exemple) et des moyens techniques plus perfectionnés : culture attelée, charrue.

Il existe enfin pour chaque ethnologie, à une période donnée, un niveau technologique qui lui est propre et dont on doit tenir grand compte lorsqu'on projette une action de développement : la faillite de l'expérience des fermes-pilotes, celle des grands barrages sont la conséquence d'une parfaite méconnaissance, de la part des responsables de chacune de ces opérations, de l'aptitude des populations rurales intéressées à maîtriser les techniques proposées... Mais une quinzaine d'années après ces essais infructueux, les Bwa étaient capables de récupérer à leur profit certaines des techniques culturelles qu'ils n'avaient su utiliser alors : culture attelée, fumure chimique, pulvérisation d'insecticide...

*Manuscrit reçu au S.C.D. de l'O.R.S.T.O.M., le 29 janvier 1976.*

(1) « Le rendez-vous manqué » des Birifor de la région de Diépla est vraisemblablement la conséquence de la disparition accidentelle d'un de ses éléments les plus dynamiques et les plus écoutés : Bobo-Dioulasso Da, « animateur » convaincu du développement rural, selon des méthodes modernes. C'est lui qui avait pris, vers 1960, l'initiative d'introduire les cultures maraîchères d'arrière-saison dans son village ; par la suite les autres villages avaient suivi l'exemple.

Des recherches orientées vers le « dynamisme du groupe » (ou parfois d'une famille, d'un individu) contribueraient à mieux comprendre les mécanismes qui favorisent les inégalités de développement. Voir à ce sujet « Les problèmes de l'extension d'une étude monographique de terroir à toute une région » par G. SAVONNET (1969), in « *Initiation-documentation technique* », n° 19, O.R.S.T.O.M., ayant pour titre « Les petits espaces ruraux, problèmes et méthodes », pp. 59 à 74 et tout spécialement pp. 70-73 chapitre intitulé « notion de dynamisme du groupe ».